

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 20/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

STEICO CASTELJALOUX SAS

Route de Cocumont
47700 Casteljaloux

Références : YKP/SM/Ubd24-47/2025/126
Code AIOT : 0005205559

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2025 dans l'établissement STEICO CASTELJALOUX SAS implanté Route de Cocumont 47700 Casteljaloux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans l'action régionale "Sécheresse / Gestion de crise".

La situation hydrologique du département de Lot-et-Garonne en fin de printemps 2025 requiert des inspections préventives, soit avant la survenue d'une crise.

La société STEICO est listée parmi les établissements prélevant plus de 10 000 m³ d'eau par an et donc soumis à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEICO CASTELJALOUX SAS
- Route de Cocumont 47700 Casteljaloux
- Code AIOT : 0005205559
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le groupe STEICO est une entreprise présente à l'échelle européenne qui compte 1300 salariés. Le siège social est situé à Feldkirchen, près de Munich en Allemagne où se trouvent également les services techniques et commerciaux. L'établissement de Casteljaloux existe depuis 1946, le procédé de fabrication transforme le pin maritime en panneaux de bois. C'est en mars 2008 que STEICO rachète le fabricant français d'isolants en fibre de bois "Isoroy Casteljaloux SAS" qui devient « STEICO Casteljaloux SAS ». Aujourd'hui STEICO CASTELJALOUX a la capacité de produire 3800 m3/jour de panneaux flexibles et 1700 m3/jour de panneaux de bois d'isolation. Le site est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation du 6 juin 2021. Il est concerné par la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La commune de Casteljaloux se situant dans le massif des Landes de Gascogne, elle est listée parmi les communes à dominante forestière. De fait, la société STEICO est soumise au respect des dispositions du Règlement interdépartemental de protection de la forêt contre les incendies, notamment la partie concernant l'Obligations Légales de Débroussaillage (OLD) et le maintien en état débroussaillé.

La visite du site n'a pas permis de constater la conformité ou la non-conformité aux dispositions du règlement mentionné supra. L'inspection invite vivement l'exploitant à examiner sa situation aux regards des OLD et, le cas échéant, à faire application des dispositions du règlement interdépartemental.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Prescriptions sécheresses – délais	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Documents inspection	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
9	Documents complémentaires	AP Complémentaire du 02/05/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	ires			
10	Documents complémentaires	AP Complémentaire du 02/05/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Point de contrôle GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	Sans objet
2	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
4	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5	Sans objet
7	Volumes prélevés	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pendant la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que son établissement était exempté de respecter les articles 2 et 4 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et de consommation d'eau des ICPE.

L'inspection a constaté le non-respect de certaines dispositions des articles mentionnés ci-dessus et de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°47-2023-05-02-00001 relatif à la mise en œuvre des mesures d'économie d'eau pérennes et spécifiques en cas de sécheresse et a également constaté que l'exploitant ne renseigne pas la plateforme GEREP conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008.

L'inspection propose de mettre en demeure la société STEICO CASTELJALOUX de :

- transmettre les éléments listés par l'article 4-I de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement
- déclarer ses émissions conformément à l'article 4-I de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prescriptions sécheresses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
Thème(s) : Risques chroniques, Applicabilité
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
Constats : L'exploitant prélève en moyenne annuellement (données déclarées sur la plateforme en ligne GERE pour l'année 2024): - 86 679 m ³ dans les eaux superficielles, dans le cours d'eau l'Avance (Code Sandre 091-0400, FRFR57) - 2635 m ³ dans le réseau d'adduction d'eau potable L'exploitant est donc soumis aux dispositions de l'arrêté du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse. Prélèvement d'eau total annuel toutes ressources confondues : 89 314 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prescriptions sécheresses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Exemption de fait de certaines activités
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ; - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;

- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; [...]
Constats : L'exploitant n'exerce pas une des activités listées, il n'est donc pas exempté au titre de l'article 3 1° de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prescriptions sécheresses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Exemption de fait par réduction ou re-utilisation
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : [...] 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.
Constats : L'exploitant a présenté en séance le rapport d'étude de la société SPEC Environnement sur la gestion des eaux, qui informe que l'exploitant a mis en place un procédé de réutilisation de l'eau prélevée de l'Avance. Ainsi l'eau issue des systèmes de refroidissement des deux défibreurs et du compresseur d'air du process industriel des lignes FLEX est réinjectée dans la bache de 800 m ³ d'alimentation en eau des différents points du process après traitement au sable. Sans cette boucle de réutilisation, le bureau d'étude calcule que le prélèvement dans l'Avance augmenterait de 86 %. Il en déduit que l'exploitant réutilise l'eau prélevée à plus de 20%. Tous les calculs se basent sur les différents débits mesurés. Cependant, la note d'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 précise qu'il n'est pas possible de faire un comptage multiple dans le cadre d'une boucle de refroidissement, le calcul du pourcentage de réutilisation avec des débits pourrait ne pas respecter cette règle. L'inspection considère, en l'absence de justification supplémentaire, que l'exploitant n'est pas exempté des actions de réduction de prélèvement d'eau au titre de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de démontrer que le volume d'eau réutilisée ne fait pas l'objet d'un comptage multiple ou, dans le cas contraire, de revoir ce volume. A l'issue de cette révision, l'exploitant se positionnera sur son exemption des dispositions de

l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Prescriptions sécheresses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Exemption préfectorale spécifique
Prescription contrôlée : L'autorité administrative compétente en matière de police des installations classées peut adapter les dispositions du présent arrêté aux circonstances locales en fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2 ou en modifiant la liste des installations, des exploitants ou des pourcentages mentionnés à l'article 3 et adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4.
Constats : Aucune adaptation aux dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 n'est décidée pour ce site par l'autorité administrative. Les articles 2, 3 et 4 s'appliquent tels que rédigés dans ledit arrêté ministériel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prescriptions sécheresses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de restrictions
Prescription contrôlée : Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci- après, aux dispositions suivantes: - vigilance: sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site; - alerte: réduction du prélèvement d'eau de 5 %; - alerte renforcée: réduction du prélèvement d'eau de 10 %; - crise: réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
Constats : Pour rappel, en 2023 et 2024, aucun niveau de gravité n'a été atteint pour l'Avance (axe principal) et l'AEP (eau potable) de Casteljalous. A date, aucun arrêté préfectoral de restriction n'a été publié pour ces deux zones de prélèvement. Cependant, l'exploitant n'a pas fourni, pendant l'inspection, le plan d'actions qu'il mettrait en œuvre si un niveau de gravité est atteint en 2025.

L'exploitant a expliqué qu'une veille réglementaire est en place pour se tenir informé des règlements auxquels le site est soumis sans pour autant expliciter la source de données utilisée pour les restrictions d'eau en cas de sécheresse.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection son plan d'actions afin de mettre en œuvre les réductions de prélèvements si un niveau de gravité est atteint en 2025. En outre, l'exploitant précise le système utilisé pour veiller aux alertes de restriction d'eau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Prescriptions sécheresses – délais

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-III
Thème(s) : Risques chroniques, Délais d'application des restrictions
Prescription contrôlée : Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er.
Constats : Pour rappel, en 2023 et 2024, aucun niveau de gravité n'a été atteint pour l'Avance (axe principal) et l'AEP (eau potable) de Casteljaloux. A date, aucun arrêté préfectoral de restriction n'a été publié pour ces deux zones de prélèvement. Cependant, l'exploitant n'a pas fourni, pendant l'inspection, de plan d'actions qu'il mettraient en œuvre si un niveau de gravité est atteint en 2025 et précisant le délai d'atteintes des réductions de consommation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet son plan d'action en précisant les délais nécessaires pour atteindre la réduction attendue.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Volumes prélevés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des volumes prélevés

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis la publication du présent arrêté, l'exploitant n'a pas réalisé de déclaration sur les plateformes "démarches simplifiées" et GIDAF car le sous-bassin dans lequel il effectue son prélèvement (Avance - axe principal) ainsi que le réseau d'eau potable de Casteljaloux n'ont pas été soumis à un arrêté réglementant les prélèvements d'eau dans le département de Lot-et-Garonne.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Documents inspection

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Documents consultables</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;</p> <p>3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;</p> <p>4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;</p> <p>5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;</p> <p>6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p> <p>II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le</p>

déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.

Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.

III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er.

Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.

Constats :

L'exploitant a présenté la liste des milieux de prélèvement et rejet :

- cours d'eau l'Avance (code Sandre 091-0400, FRFR57) pour prélèvement et rejet ;

- réseau d'adduction d'eau potable de Casteljaloux pour prélèvement.

En ce qui concerne les volumes prélevés sur le réseau d'adduction d'eau potable, une synthèse sur les trois dernières années (d'août de l'année n à août de l'année n+1) a été présentée en salle.

Cependant, le choix de présenter les prélèvements totaux à cheval sur deux années civiles n'a pas permis à l'inspection de comparer ces données avec la déclaration GERE de 2024 (2635 m³).

L'exploitant explique que chaque compteur (trois au total) est pris en photo mensuellement et que les données en sont renseignées sur un fichier (ce fichier n'a pas été présenté à l'inspection). Lors de la visite sur le terrain, l'inspection contrôle, par échantillonnage, la présence de deux compteurs sur les trois.

En ce qui concerne les volumes prélevés sur le cours d'eau l'Avance, plusieurs documents ont été présentés :

- une synthèse mensuelle pour l'année civile 2024, avec le détail de prélèvement de chaque pompe,
- une synthèse annuelle depuis 2008 (de mars de l'année n à mars de l'année n+1) complétée par les niveaux de production atteints sur les mêmes périodes.

Le total de la synthèse pour l'année civile 2024 (93678 m³) ne correspond pas à la déclaration GERE de 2024 (89314 m³) et le choix de présenter les prélèvements depuis 2008, à cheval sur deux années civiles, n'a pas permis à l'inspection de comparer ces données avec la déclaration GERE de 2024.

L'exploitant déclare que, depuis 2023, les volumes prélevés dans le cours d'eau l'Avance par les deux pompes sont historisés dans leur système de supervision. Il déclare en outre qu'un étalonnage du débitmètre de la pompe de plus grand débit a été effectué et finalisé en janvier 2025.

En ce qui concerne les volumes rejetés dans le cours d'eau l'Avance, seuls les volumes en sortie de STEP sont contrôlés par un débitmètre (sa présence a été observée pendant la visite terrain) et enregistrés quotidiennement dans la supervision de la station. Les données pour les années civiles

2023 et 2024 sont présentées par l'exploitant (respectivement 8800 m³ et 10200 m³).

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les volumes d'eau issus de certains procédés (lavage des filtres à sable, régénération du système de décarbonation, refroidissement des condensats de la chaudière) qui sont directement collectés via le réseau d'eau pluviale et rejetés à l'Avance.

Pendant la visite terrain, l'inspection a observé le point de rejet à l'Avance (le point de jonction des rejets de la STEP et du réseau d'eau pluviale n'est pas visible car enterré).

Du fait d'un manque d'information sur les volumes rejetés, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier des volumes d'eaux consommés et donc du volume de référence.

Concernant la sensibilisation du personnel, l'exploitant a rédigé une procédure sur le volet qualitatif des eaux claires et des actions à mener en cas de pollution. Le volet quantitatif n'est pas abordé dans cette procédure.

Une liste d'investissements sur le sujet eau est présentée par l'exploitant, sans, toutefois, préciser les économies d'eau inhérentes :

- installation de la station d'épuration (2020)
- changement du tuyau d'alimentation d'eau rivière entre le pompage rivière et les filtres à sable (2020-2021)
- mise à jour de la boucle de réutilisation de l'eau claire
- mise en place de débitmètres sur les deux défibreurs et les arrivées vapeur des défibreurs (2023)
- nouvelles isolations de tous les tuyaux vapeurs (2023)
- raccordement en eau claire (circuit incendie) pour la préparation des solutions de polymères de la station (2023)

Tous les éléments ci-dessus ne répondent que partiellement aux dispositions de l'article 4 du présent arrêté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant ne faisant l'objet d'aucune exemption actuellement, il transmettra à l'inspection les éléments listés à l'article 4 du présent arrêté, sous une forme permettant une compréhension claire de chaque information.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Documents complémentaires

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2023, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de continuité

Prescription contrôlée :

[...]

En fonction des informations d'actions d'économies d'eau éventuellement transmises à l'inspection, l'exploitant est tenu de :

- Proposer un plan de continuité d'activité, transmis sous 3 mois, afin de définir le besoin en eau

<p>minimum et les actions à maintenir de façon prioritaire pour assurer la sécurité du site et des installations de production. Le plan doit recenser les actions déjà réalisées pour réduire sa consommation d'eau de façon pérenne et les actions temporaires envisageables.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter son plan de continuité d'activité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournira un plan de continuité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Documents complémentaires

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/05/2023, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Etude technico-économique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>En fonction des informations d'actions d'économies d'eau éventuellement transmises à l'inspection, l'exploitant est tenu de :</p> <p>[...]</p> <p>- Réaliser, sous 1 an, une étude technico-économique des actions réalisables à un coût acceptable. L'étude intègre un bilan d'économies d'eau (en absolu) des actions déjà réalisées cette dernière année. Les actions non retenues dans le cadre de l'étude technico-économique sont systématiquement justifiées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Une étude technico-économique rédigée par SPEC environnement le 13/09/2024 (réf. R24STE01V1) a été présentée par l'exploitant. Celle-ci n'intègre pas de bilan d'économies d'eau (en absolu) des actions déjà réalisées l'année précédant le présent arrêté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant complètera l'étude avec le bilan d'économie d'eau.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Point de contrôle GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>[...]</p> <p>-les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;</p> <p>[...]</p> <p>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les prélèvements d'eau ont été renseignés par l'exploitant sur la plateforme GERE pour l'année 2024. Ses déclarations des années 2021, 2022 et 2023 ne contiennent pas d'information sur les prélèvements d'eau.</p> <p>En outre, aucune des déclarations de 2021 à 2024 n'est complète. Ces dernières ne peuvent plus être modifiées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant renseignera la plateforme GERE pour l'année 2025 et suivantes avec tous les champs qui lui sont applicables.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 12 mois